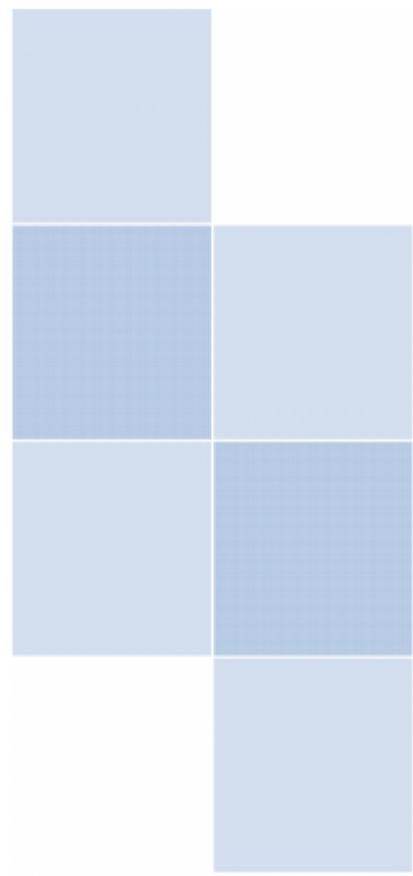




**PLAN D'OPERATIONNALISATION DE
LA MISE EN ŒUVRE DES
RECOMMANDATIONS DE L'EXAMEN
PERIODIQUE UNIVERSEL, DES
ORGANES DE TRAITÉS ET DES
RAPPORTEURS SPECIAUX**

2015 - 2018





**PLAN D'OPERATIONNALISATION DE LA MISE EN ŒUVRE
DES RECOMMANDATIONS DE L'EXAMEN PERIODIQUE
UNIVERSEL, DES ORGANES DE TRAITES ET DES
RAPPORTEURS SPECIAUX**

2015 - 2018



PREFACE

Un plan d'opérationnalisation a été édité et validé en 2012 pour mettre en œuvre les quatre-vingt-deux recommandations acceptées lors du premier examen.

Cet outil a facilité l'atteinte de la réalisation d'au moins 2/3 de ces recommandations et relatée comme progrès positifs réalisés dans le second rapport soumis en 2014.

A l'issue de la présentation de ce second rapport devant le Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel lors de la 20^{ème} session du second cycle de l'Examen Périodique Universel, cent soixante recommandations (160) ont été formulées dont cent cinquante-neuf (159) acceptées par le Gouvernement malagasy.

Conscient de la primauté des droits de l'homme sur la réalisation des objectifs assignés dans le Paikady Natao Dinasa (PND), le Gouvernement, par le biais du Comité de rédaction, regroupant des représentants de chaque Ministère concerné avec implication des membres de la Société civile, des médias et des Universités, a élaboré l'actuel plan d'opérationnalisation en vue de mettre en œuvre lesdites recommandations.

Comme en 2012, c'est un document stratégique portant planification des actions à entreprendre pour donner suite aux préoccupations du Groupe de Travail de l'EPU. Mais pour une meilleure harmonisation et coordination, le Gouvernement a pris en compte des recommandations émanant des Organes de Traités et des Rapporteurs Spéciaux.

Son intérêt réside dans le fait qu'il facilite les stratégies de mise en œuvre des recommandations, notamment en disposant d'outils de référence pour l'atteinte des objectifs fixés.

Les efforts non négligeables déjà déployés, traduisent la forte volonté de Madagascar de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays, malgré la conjoncture difficile et les contraintes économiques fortes que connaît et traverse le pays.

A cet effet, je voudrais remercier les membres du Comité interministériel, créé par Arrêté Interministériel n° 18 600/2003, qui se sont réunis à maintes reprises en faisant preuve de professionnalisme et d'expertise, afin de produire ce document de référence.

Par ailleurs, je ne saurais passer outre les appuis assidus et indéfectibles des différents partenaires techniques et financiers tels que le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme.

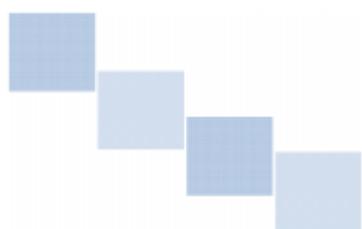
Afin de donner suite aux efforts de promotion des droits de l'homme déjà enclenchés et dans un souci de s'impliquer davantage, le Gouvernement se pose comme défi, non seulement de présenter son troisième rapport mais également de soumettre un rapport à mi-parcours en 2016.

Eu égard des difficultés rencontrées par le pays, le Gouvernement souhaite vivement que chaque Agence du Système des Nations Unies ainsi que les autres Partenaires Techniques et Financiers puissent se retrouver dans ce plan et accompagner Madagascar dans la réalisation des objectifs assignés.

Général de Brigade Aérienne

Jean RAVELONARIVO

Premier Ministre, Chef du Gouvernement





Avant - propos

Madagascar a présenté en novembre 2014, après celui de février 2010, son second rapport à Genève devant le Conseil des Droits de l'Homme dans le cadre du mécanisme de l'Examen Périodique Universel, à l'instar de tous les pays membres des Nations Unies. A l'issue de l'adoption de ce second rapport, l'Etat Malgache a accepté 159 recommandations sur les 160 qui lui avaient été formulées. De plus, de nombreuses recommandations ont été formulées à l'endroit de Madagascar par les

organes de traités et par les rapporteurs spéciaux sur le droit à l'alimentation, sur les formes contemporaines de l'esclavage ainsi que sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants, et la pornographie mettant en scène des enfants, à l'issue de leurs visites à Madagascar entre 2011 et 2013.

Le 3^{ème} cycle de l'EPU vient de débiter cette année 2015 et le prochain rapport de Madagascar sera examiné en avril 2019 en attendant la revue à mi-parcours prévue pour novembre 2016. Les autorités malgaches devront donc indiquer quelles ont été les mesures prises pour la mise en œuvre des 159 recommandations issues de l'EPU. D'où l'importance d'élaborer un Plan d'opérationnalisation des recommandations de l'EPU, et de celles issues des organes des traités et des Rapporteurs Spéciaux.

Ce plan, élaboré par le Comité Interministériel chargé de la rédaction des rapports périodiques des droits de l'homme avec l'appui technique et financier du Système des Nations Unies, constitue l'outil central dans la détermination des objectifs clairs et précis, et l'instrument principal et indispensable dans la mise en œuvre des moyens pour les atteindre.

Bien plus, ce plan, véritable boussole pour éviter la navigation à vue, permettra fort judicieusement, de garantir la mise en œuvre de l'initiative du secrétaire général de l'ONU dénommée *Human Rights up Front, les droits de l'homme d'abord*, gage du renforcement de la capacité de l'ONU à prévenir et à répondre aux graves violations des de l'homme. Cette nouvelle boussole, il faut le souligner, permettra aussi de renforcer le dialogue et l'engagement du gouvernement et du SNU sur les questions cruciales des droits de l'homme, sans lesquels il n'y a ni paix, ni développement.

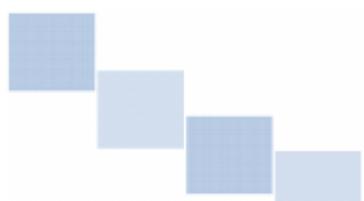
Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations, les Etats sont encouragés à solliciter une assistance technique et financière leur permettant d'initier des réformes et des programmes d'application de ces recommandations. Les agences du Système des Nations Unies ont intégré bon nombre de ces recommandations dans leurs Plans stratégiques et Plans de travail à tel point que le pourcentage des recommandations de l'EPU mises en œuvre est un des indicateurs clé de l'UNDAF, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de Madagascar.

J'exhorte tous les Partenaires Techniques et Financiers à continuer d'accompagner activement Madagascar dans la réalisation de ses obligations et engagements internationaux découlant des recommandations de l'Examen Périodique Universel, des organes des traités et des Rapporteurs Spéciaux.

Au demeurant, pour la mise en œuvre effective de ces recommandations, l'engagement et la volonté des autorités nationales sont indispensables. La concrétisation et la réalisation des recommandations déclinées dans ce plan se mesureront à l'aune de l'amélioration de la situation des droits de l'homme à Madagascar



Fatma SAMOURA
Coordinatrice Résidente du Système
des Nations Unies à Madagascar



LISTE DES ACRONYMES

| | |
|----------------|--|
| AFD : | Agence Française de Développement |
| BIANCO: | Bureau Indépendant de Lutte Anti-Corruption |
| BM: | Banque Mondiale |
| BNLTEH: | Bureau National de Lutte contre la Traite des Etres Humains |
| CAT : | Convention des Nations Unies contre la Torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants |
| CBM: | Christian Blind Mission |
| CDE : | Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant |
| CEDAW: | Convention des Nations Unies sur l'Elimination de la Discrimination à l'égard des Femmes |
| CEDR : | Convention des Nations Unies sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination Raciale |
| CICR: | Comité International de la Croix-Rouge |
| CIDPH: | Convention internationale sur les Droits des Personnes Handicapées |
| CNIDH: | Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme |
| DGAP : | Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire |
| EDBM: | Economic Development Board of Madagascar |
| EPU : | Examen périodique universel |
| FNUAP : | Fond des Nations Unies pour la Population |
| GIZ : | <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> |
| GVT : | Gouvernement |
| H.I : | Handicap International |
| HCDH : | Haut- Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme |
| HIMO : | Haute Intensité de Main d'Œuvre |
| INDDH : | Institutions Nationales de Défense des Droits de l'Homme |
| INDH : | Institutions Nationales des Droits de l'Homme |
| JICA : | Agence Japonaise de Coopération Internationale |
| MAE : | Ministère des Affaires Etrangères |

MCA : Ministère de la Culture et de l'Artisanat

MCC : Millenium Challenge Corporation

MCRI : Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions

MDN : Ministère de la défense nationale

MEA : Ministère de l'Eau et de l'Assainissement et de l'Hygiène

MEETFP : Ministère de l'Emploi et de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

MEN : Ministère de l'Education Nationale

MEPPATE : Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipeement

MESRS : Ministère de L'Enseignement Supérieur et de l'Enseignement Scientifique

MFB : Ministère des Finances et du budget

MID : Marché International des devises

MID : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

MINFOPTLS : Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales

MINJUS: Ministère de la Justice

MINSANP : Ministère de la Santé Publique

MJS : Ministère de la Jeunesse et des Sports

OIF: Organisation Internationale de la Francophonie

OIM: Organisation Internationale pour les Migrations

OJM : Ordre des journalistes de Madagascar

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

ONN : Office Nationale de la Nutrition

ONU SIDA : Programme des Nations Unies sur le VIH/SIDA

OPJ : Officier de Police Judiciaire

OSC : Organisation de la Société civile

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PIDESC : Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels

PLeROC: Forum for Religious Leaders and Faith Organizations in *Madagascar*

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

PRD: Plan Régional de Développement

PTF: Partenaires Techniques et Financiers

SCAC : Service de la Coopération de l'Action Culturelle

SEG/SEGPJ: Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie

SNU: Système des Nations Unies

UA: Union Africaine

UE: Union Européenne

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

UNICEF: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

USA: United States of America

USAID: United States Agency for International Development

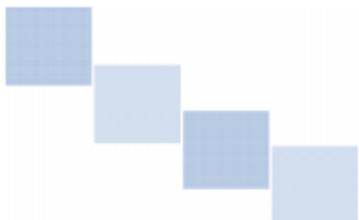


TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| 1. ADHESION ET RATIFICATION DES INSTRUMENTS JURIDIQUES INTERNATIONAUX..... | 1 |
| 2. CADRE CONSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF..... | 3 |
| 3. INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME..... | 6 |
| 4. MESURES POLITIQUES..... | 13 |
| 5. COOPERATION AVEC LES MECANISMES DE DROITS DE L'HOMME..... | 17 |
| 6. EGALITE ET NON DISCRIMINATION..... | 19 |
| 7. DROIT A LA VIE, LIBERTES ET SECURITE DES PERSONNES..... | 25 |
| 8. RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET PÉNITENTIAIRE..... | 28 |
| 9. LIBERTES DE RELIGION ET DE CROYANCE, D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION ET DE REUNION PACIFIQUE, ET DROIT DE PARTICIPER A LA VIE PUBLIQUE ET POLITIQUE. | 33 |
| 10. DROIT A LA SANTE..... | 35 |
| 11. DROIT A L'EDUCATION..... | 39 |
| 12. DROITS DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP..... | 48 |
| 13. DROIT AU DEVELOPPEMENT ET QUESTIONS RELATIVES A 'ENVIRONNEMENT..... | 52 |





ATELIER DE VALIDATION DU PLAN D'OPERATIONNALISATION

HOTEL IBIS ANTANANARIVO - 22 SEPTEMBRE 2015





INTRODUCTION

Le présent plan s'inscrit dans le cadre de l'application de la décision N°2014/5 du 26 Août 2014 du Secrétaire Général des Nations Unies relative à l'appui des nations Unies à la mise en œuvre des recommandations.

Il constitue un document de référence visant à la planification des cent cinquante-neuf recommandations acceptées lors de l'Examen Périodique Universel de 2014 ainsi que celles des Organes de Traités et des Titulaires de mandat au titre de procédures spéciales.

L'ensemble de ces recommandations couvre les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que les droits catégoriques de promotion et de protection des droits de la femme, de l'enfant, de personnes vivant avec handicap, de personnes détenues et des droits environnementaux.

Faut-il souligner que certaines de ces recommandations ont été déjà mises en œuvre dès le retour de la délégation malgache de Genève après l'adoption finale du rapport de Madagascar en mars 2015 à savoir :

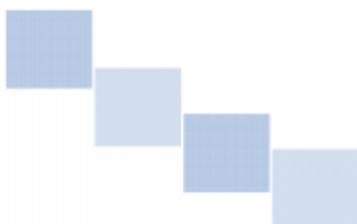
- La ratification de la Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants ainsi que des membres de leur famille et la Convention sur la protection des droits de personnes vivant avec handicap ;
- La Constitution du Bureau National de Lutte contre la Traite des Êtres Humains ;
- L'engagement du processus de la mise en place de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), à travers l'organisation des élections des membres issus de la Société Civile avec l'appui technique financier de l'OIF, de l'OHCHR, du PNUD et du FNUAP ainsi que l'élaboration de son budget primitif ;

Ce plan quadriennal couvrant le cycle de 2015 à 2018, regroupe treize titres bien définis. Il s'agit de :

- Donner suite aux instruments juridiques internationaux signés ;
- Renforcer les cadres Constitutionnel et législatif ;
- Se doter et d'opérationnaliser des Institutions Nationales CNIDH, du Comité National sur la Protection de l'Enfance (CNPE) ;
- Promouvoir les droits civils et politiques ;
- Poursuivre et renforcer les coopérations avec les mécanismes des droits de l'Homme ;
- Promouvoir l'égalité et non discrimination ;
- Donner une importance particulière au droit à la vie en luttant contre la traite et la torture et en abolissant la peine de mort ;
- Améliorer les droits de l'Homme dans l'administration judiciaire et pénitentiaire ;
- Protéger et promouvoir la liberté de religion, de croyance, d'expression, d'association et de réunion pacifique et de participer à la vie publique et politique ;
- Favoriser le droit à la santé ;
- Promouvoir les droits à l'éducation ;
- Promouvoir et protéger les droits des personnes vivant avec handicap ;
- Et enfin, d'inculquer au peuple son droit au développement et à un environnement sain.

Chaque thème comporte des objectifs qui se déclinent en activités suivies d'indicateurs de résultats et des départements responsables ainsi que de la période de réalisation. Une colonne est réservée aux Partenaires Techniques et Financiers pour qu'ils puissent se retrouver par rapport aux activités à appuyer ;

Le présent plan est mis à la disposition des membres du Comité de rédaction des rapports initiaux et périodiques, des Organisations de la Société Civile, des Médias, des Universités et d'autres acteurs ainsi que des Partenaires Techniques et Financiers ; et ce, dans le souci de contribuer activement et efficacement aux atteintes des objectifs communs de promotion et de protection des droits de l'Homme à Madagascar.



1- ADHÉSION ET RATIFICATION DES INSTRUMENTS JURIDIQUES INTERNATIONAUX

1. Ratifier les instruments juridiques internationaux signés par Madagascar :
2. Convention sur la protection des personnes contre les disparitions forcées ;
3. Convention internationale sur la répression des crimes de génocide ;
4. Accord sur les privilèges et immunités à accorder à la Cour Pénale Internationale ;
5. Protocole facultatif à la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées (CIDPH)
6. Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ;
7. Protocole facultatif au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) ;
8. Protocole facultatif à la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) ;
9. Amendement au paragraphe 6 de l'article 8 de la CERD.
10. Adhérer aux conventions auxquelles Madagascar n'est pas Partie

- EPU 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38;
- CERD 4
- CDE 30
- CAT 9: Condamnés à mort et peine capitale
- CEDR 4: Adhésion aux instruments internationaux

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|---------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mettre en œuvre les obligations internationales de Madagascar | Diffusion des guides de procédure de ratification ou d'adhésion à l'intention des Ministères concernés et des parlementaires. | Nombre des guides de procédure diffusés | MAE MINJUS | SNU | | | | |
| | Soutenir les projets de loi autorisant la ratification de la : | Nombre de conventions ratifiées Nombre d'Instruments de ratification déposés auprès du Comité | MAE | HCDH | | | | |
| | 1. Convention sur la protection des personnes contre les disparitions forcées. | | | | | | | |
| | 2. Convention internationale sur la répression des crimes de génocide. | | | | | | | |
| 3. Accord sur les privilèges et immunités à accorder à la Cour Pénale Internationale. | | | | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|---|--|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Appliquer de manière effective les recommandations émanant des Organes des traités et des procédures spéciales | Élaboration des projets de loi autorisant la ratification des protocoles facultatifs 1. Protocoles facultatifs à la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées (CIDPH). | Nombre de conventions ratifiées au niveau national | MAE MINJUS MPPSPF | HCDH | | | | |
| | 2. Protocoles facultatifs à la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. | | MAE MINJUS MPPSPF | HCDH | | | | |
| | 3. Protocoles facultatifs au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). | | MINJUS MINSANP MEN MPPSPF et autres | HCDH | | | | |
| | 4. Protocoles facultatifs à la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT). | | MINJUS MID MSP SEG | Coalition Mondiale Contre la Peine de Mort HCDH UE | | | | |
| | Ratification de l'amendement au paragraphe 6 de l'article 8 de la CERD | Art 8 CERD amendé | MINJUS MPPSPF | HCDH | | | | |
| | Dépôt des Instruments auprès du Comité | Instruments de ratification déposés auprès du Comité | MAE et Ministère présentateur | | | | | |
| | Traduction en Malagasy et large diffusion des instruments juridiques internationaux ratifiés par Madagascar et des lois autorisant la ratification et/ou des lois de mise en œuvre | Nombre de textes traduits en langue nationale et diffusés | MINJUS MCA | SNU UE et autres PTF | | | | |

2- CADRE CONSTITUTIONNEL ET LÉGISLATIF

RÉFORME LÉGISLATIVE

- ✓ Recommandations EPU 36, 41, 74
- ✓ Rec. CAT 1
- ✓ RS 1.2.9.
- ✓ RS 1.2.11
- ✓ RS 1.2.12
- ✓ RS.1.2 13
- ✓ RS 1.4.22

- CDH 1: Mise en œuvre effective des dispositions du PIDCP
- CDH 3: Protection des droits de la femme pour l'héritage des biens immobiliers

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|---|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mettre en conformité la législation nationale avec les instruments juridiques internationaux ratifiés | Révision de la loi contre la torture : inclure l'échelle des peines sanctionnant les mauvais traitements, extension du délai de prescription, inclusion du caractère obligatoire d'ouverture d'une enquête immédiate. | Loi sur la torture révisée | MINJUS | HCDH | | | | |
| | Élaboration d'un projet de loi érigeant en infraction pénale le viol conjugal | Projet de loi élaboré et adopté | MINJUS | HCDH | | | | |
| | Élaboration d'un projet de loi portant réforme du code de la nationalité | Projet de loi élaboré et adopté | MINJUS | HCDH | | | | |
| | Mise à jour le Code Pénal et le Code de procédure pénale en intégrant la loi sur l'abolition effective de la peine de mort. | Code pénal et Code de Procédure pénale mis à jour | MINJUS | HCDH | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|---|---|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mettre en conformité la législation nationale avec les instruments juridiques internationaux ratifiés | Renforcement du cadre juridique et administratif relatif à la protection des enfants spécifiquement dans le domaine de l'adoption | Textes juridiques relatifs à l'adoption disponibles Nombre de mission de vulgarisation des textes effectuée Nombre de supports relatifs à l'adoption disséminée Règlement intérieur et manuel de procédure disponible | MAE MINJUS MPPSPF MINSANP MID MSP SEG | UNICEF Pays d'accueil | | | | |
| | Organisation des ateliers de réflexion en vue d'une proposition de texte | Proposition de texte disponible | Tous les ministères, notamment les ministères de la justice et de l'éducation nationale et de la santé Universitaires OSC | SNU / UE ... Partenaires régionaux au niveau de l'Océan Indien et de l'Afrique | | | | |
| | Faire des Lobbying/ plaidoyer auprès du ministère pour l'adoption de la réforme | Nombre de ministères | OSC | | | | | |
| Mener des campagnes de Sensibilisation, de Vulgarisation et de formation | Vulgarisation des dispositions du code de nationalité réformées | Code de nationalité vulgarisé | MINJUS | SNU | | | | |
| | Vulgarisation des lois sur torture, traite, abolition de la peine de mort, protection de l'enfance, signalement en cas de maltraitance... | Textes vulgarisés | MINJUS | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mener des campagnes de Sensibilisation, de Vulgarisation et de formation | Lancement des campagnes d'informations en vue d'une application effective de la loi portant abolition de la peine de mort. | Nombre de campagne d'informations réalisé | MINJUS | SNU | | | | |
| | Organisation des ateliers de formation sur l'application de la Loi sur l'abolition de la peine de mort, protection de l'enfance, torture, traite, garantie de protection, la sécurité et la confidentialité pour prévenir la revictimisation des enfants victimes | Nombre de formations effectuées et des responsables de l'application des lois formés | MINJUS | HCDH | | | | |
| | Facilitation des démarches de demande et d'octroi de la nationalité pour les enfants | Nombre d'enfants bénéficiaires | MINJUS | | | | | |

3- INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME

A - RENFORCEMENT DU SYSTÈME NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME (INDH)

- ✓ Mise en place de la CNIDH en conformité avec les Principes de Paris (42, 43, 44)
- ✓ Dialogue régulier entre le gouvernement et les défenseurs des droits humains, ce sur un même pied d'égalité (INDDH)
- ✓ Renforcer le Comité national sur la protection de l'enfance (41, 75)
- ✓ Mise en place d'une Institution en charge de la mise en œuvre de la CDE (43)

- RS.1.3.17
- RS. 1.3.19
- CAT 8: Prise en otage des proches
- CDH 2: CNIDH
- CDE 3: Mécanisme de suivi indépendant (protection après dépôt plainte)

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--------------------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mettre en place la CNIDH | Élaboration d'un décret fixant les modalités de désignation et d'élection des membres de la CNIDH | Décret fixant les modalités de désignation et d'élection des membres de la CNIDH adopté | MINJUS | | | | | |
| | Elections des membres issus des OSC | 5 membres élus | MINJUS | PNUD HCDH OIF FNUAP | | | | |
| | Désignations des représentants de l'A. N., du GVT, des Universités, des Avocats, des Journalistes | 5 membres désignés | GOUVERNEMENT | | | | | |
| | Désignation d'un représentant du Sénat | 1 membre du Sénat désigné | GOUVERNEMENT | | | | | |
| | Nomination des membres de la commission ad hoc en charge d'élaborer le budget de fonctionnement | Membres de la commission ad hoc nommés | GOUVERNEMENT MINJUS MAE MFB | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|---------------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mettre en place la CNIDH | Nomination officielle et installation des membres des 11 membres de la CNIDH | Membres nommés et installés | GOUVERNEMENT | | | | | |
| Rendre opérationnelle la CNIDH | Large diffusion de la loi 2014-007 sur la CNIDH aux OSC nationales et régionales ; ateliers régionaux, médias | Commission ad hoc mise en place le budget autonome de la CNIDH inscrit dans la loi de finance rectificative 2015 | GOUVERNEMENT MINJUS | SNU | | | | |
| | Accompagnement du processus de mise en place des organes de la CNIDH (Bureau Exécutif et Secrétariat Exécutif) | Bureau Exécutif et Secrétariat Exécutif mis en place | GOUVERNEMENT MINJUS CNIDH | | | | | |
| | Renforcement des capacités des membres de la CNIDH | Membres de la CNIDH formés | MINJUS | HCDH | | | | |
| Procéder à l'accréditation de la CNIDH auprès de l'Office des Nations Unies et Institutions Spécialisées | Engagement du processus d'accréditation | Accréditation effectuée | MAE | | | | | |
| | Publication des rapports | CNIDH accréditée Nb de plaintes, de saisine, visite ... rapportées et rendues publiques | MAE MIN JUS | HCDH | | | | |

B - UN DIALOGUE REGULIER ENTRE L'ÉTAT ET LES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME SUR UN MEME PIED D'ÉGALITE.

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|-----------------------------|---|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Instaurer un environnement favorable au dialogue entre Etat et défenseurs des droits de l'homme | Vulgarisation de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme | Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme connue du Gouvernement et de la majorité des OSC au niveau national | MINJUS OSC | SNU | | | | |
| | Organisation des réunions en vue de déterminer les modalités de la tenue du dialogue. | Cadre de dialogue disponible | GOUVERNEMENT OSC | | | | | |
| | Organisation des rencontres périodiques entre Etat et défenseurs des droits de l'Homme | Nombre de rencontres réalisées | GOUVERNEMENT | | | | | |
| Protection des défenseurs des Droits Humains | Procuration d'un cadre de travail sécurisé aux journalistes aux OSC et aux autres défenseurs des Droits de l'Homme | La Déclaration intégrée dans l'ordonnancement Juridique | GOUVERNEMENT Universités | SNU / UE ... Partenaires régionaux au niveau de l'Océan Indien et de l'Afrique | | | | |
| | Intégration dans l'ordonnancement juridique interne de la Déclaration sur « La Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme ». | Déclaration sur « La Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme » intégrée dans l'ordonnancement juridique | MINJUS | | | | | |
| | Sensibilisation sur l'existence de la Déclaration et de son intégration dans le Droit positif | Campagnes de sensibilisation réalisées | GOUVERNEMENT | | | | | |
| | Mise en place et opérationnalisation d'une structure d'accueil ou de réception des plaintes et/ou de médiation pour prendre en charge les cas potentiels ou avérés de menaces ou de violence à l'encontre des défenseurs | Structure mise en place et opérationnelle | MINJUS | | | | | |

C - RENFORCER LE COMITÉ NATIONAL SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- RS 1.3 17
- RS. 1.3.18
- RS 1.3.19
- RS 1.3.20
- RS 1.4.24
- RS1.4.25
- RS. 1.4.26
- RS. 1.4.27
- CDE 1: Coordination
- CDE 3: Mécanisme de suivi indépendant
- CDE 3: Mécanisme de suivi indépendant (protection après dépôt plainte)
- CDE 8: Intérêt supérieur de l'enfant
- CDE 16 : Enfants privés de milieu familial
- CDE 4: Allocation de ressources

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|---------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Renforcer les Institutions en charge de l'enfance | Opérationnalisation du CNPE (Comité National de la Protection de l'Enfance) en le dotant des moyens humains, financiers et matériels | CNPE opérationnel | MPPSPF | | | | | |
| | Réforme du décret portant mise en place du CNPE afin de permettre le suivi-évaluation des actions menées et de leurs impacts. | Décret réformé | MPPSPF | | | | | |
| | Établissement par arrêté la liste des membres du CNPE | Arrêté portant nomination des membres du CNPE disponible | MPPSPF | | | | | |
| | Organisation des réunions périodiques du CNPE (AG) | Des documents de rapport disponibles | MPPSPF | | | | | |
| | Organisation des séances de renforcement de capacité à l'endroit des membres du CNPE | Des documents de rapport disponibles | MPPSPF/Comité de pilotage | | | | | |
| | Établissement et mise en œuvre des plans de travail annuels du CNPE | Des plans de travail établis Des documents de rapports de travail du CNPE disponibles | MPPSPF/Comité de pilotage | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|--|---|--------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Renforcer les Institutions en charge de l'enfance | Renforcement de capacités du RPE (Réseau de Protection de l'Enfance) | RPE doté de moyens financiers, humains, et matériels | MPPSPF/Comité de pilotage | | | | | |
| | Élaboration d'un texte régissant les conditions de création et de fonctionnement des centres d'accueil publics et privés Redynamisation des centres d'accueil publics et privés existants et en assurer le suivi et le fonctionnement | Texte élaboré Nombre des centres redynamisés | MPPSPF/Comité de pilotage | | | | | |
| | Élaboration et mise en œuvre un plan national d'action de protection des droits de l'enfant | Plan élaboré | MINJUS MEN MINFOPTLS MPPSPF SEG Comité de pilotage | | | | | |
| | Inscription dans la loi de finances des ressources nécessaires à l'éducation, santé, justice pour mineur, état civil, et institutions de protection | Budget alloué | MFB | | | | | |
| Renforcer les cadres de protection des droits de l'enfant en prenant en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant | Prise des mesures législatives, administratives et judiciaires tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant | Nombre de lois, décisions judiciaires et administratives prises tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant | MIN JUS MPPSPF MEN | | | | | |
| | Mise en place un Service social pour appuyer les autorités compétentes en matière de protection des enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être (accompagnement psycho-social de la famille et surtout l'enfant) | Nombre de Travailleurs sociaux agréés Nombre de régions ayant un Service Social opérationnel | MIN JUS MPPSPF MFB | UNICEF Pays d'accueil | | | | |

CDE 16 : ENFANTS PRIVÉS DE MILIEU FAMILIAL

| | | | | | | | | |
|---|--|--|--------|--------------------------|--|--|--|--|
| Offrir un service de prise en charge adéquate aux enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être placés en institution | Elaboration d'un standard minimum de prise en charge des enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être, placés en institution | Document sur le standard minimum de prise en charge des enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être, placés en institution disponible | MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |
| | Formation des responsables des institutions par rapport au standard minimum de prise en charge des enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être placés en institution | Nombre de séance de formations Nombre de responsables formés | MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |
| | Accréditation et évaluation systématique des institutions | Nombre de missions de suivi et d'évaluation Rapport de suivi et d'évaluation disponible Nombre d'institutions agréés par le Ministère de la Population | MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |

D - ADOPTION

| | | | | | | | | |
|--|--|--|---------------|--------------------------|--|--|--|--|
| Avoir une stratégie nationale afin d'empêcher les adoptions illégales | Étude relative aux adoptions illégales | Rapport d'étude disponible | MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |
| | Elaboration et mise en œuvre de la stratégie nationale sur la lutte contre les adoptions illégales | Stratégie et plan d'action disponible | MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |
| Doter à l'Autorité centrale pour l'adoption (ACA) des ressources adéquates | Engagement d'un plaidoyer auprès des autorités compétentes par rapport au mandat de l'ACA | Loi de finance incluant une ligne budgétaire allouée pour les programmes de l'ACA | MFB MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |
| | Intensification des ressources humaines techniques et financières de l'ACA | Nombre de postes budgétaires Nombre de formations du personnel Nombre de personnel ayant reçus de formations | MFB MPPSPF | UNICEF Pays d'accueil | | | | |

E - PROTECTION DES DROITS DES MINORITÉS

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|---------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mettre en œuvre le droit à l'égalité. « Tous les êtres humains naissent égaux en droit » | Élaboration et mise en œuvre d'un plan de protection des personnes appartenant au groupe des minorités discriminatoire pour le respect d'identités différentes | Plan d'action élaboré et mis en œuvre | MPPSPF OSC | HCDH | | | | |
| | Sensibilisation de la reconnaissance et la réalisation de l'égalité des droits et de toutes les libertés fondamentales | Plan de campagne de sensibilisation réalisée Pourcentage de population cible sensibilisée Résultats de l'enquête CAP (Connaissance-Aptitude-Pratique : changement de comportement) | MPPSPF OSC | HCDH | | | | |

4- MESURES POLITIQUES

A- PROTECTION ET RESPECT DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

- Liberté d'opinion et d'expression, élections démocratiques y compris égal accès aux médias publics, lutte contre la corruption
- Garantir la liberté d'expression (124, 125, 128, 129)
- Promouvoir la connaissance des droits civils et politiques (123)
- Lutte contre la corruption

- RS.1.2.10
- RS 32
- RS 65

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|--|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir de manière continue la connaissance des droits civils et politiques de la population | Elaboration d'un plan interministériel de sensibilisation sur les droits civils et politiques de la population | Plan disponible | MINJUS MID MCRI MPPSPF | SNU | | | | |
| | Information des populations par des campagnes de sensibilisation de masse par les medias | % de population interrogée en mesure d'exprimer ses principaux droits civils et politiques | MID MCRI | SNU | | | | |
| | Information des populations par des activités de sensibilisation de proximité (dialogues, sensibilisation communautaire etc.) | Pourcentage de population informée | MID MCRI | MID | | | | |
| Promouvoir en tout temps (en dehors des périodes électorales) la connaissance par les autorités (forces de l'ordre et les pouvoirs publics) de leurs droits, libertés et devoirs politiques | Campagne d'IEC/CCC sur les Droits de l'Homme : Production de manuels à l'intention des forces de l'Ordre sur les Droits de l'Homme (adaptés au contexte malgache) | Manuels produits et diffusés Séances d'ateliers d'échange de bonnes pratiques réalisés | Tous les ministères concernés Universitaires OSC | Tous les partenaires œuvrant dans le domaine des DH SNU / UE ... Partenaires régionaux au niveau de l'Océan Indien et de l'Afrique | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir en tout temps (en dehors des périodes électorales) la connaissance par les autorités (forces de l'ordre et les pouvoirs publics) de leurs droits, libertés et devoirs politiques | Organisation d'ateliers de réflexion autour de la pratique des Droits de l'Homme par l'Exécutif, le Législatif, le Judiciaire et les Forces de l'ordre) | Nombre d'ateliers organisés | GOUVERNEMENT | CICR | | | | |
| Lutter contre la discrimination | Elaboration et application d'une loi spécifique interdisant et sanctionnant la discrimination sous toutes ses formes à l'encontre de toutes les personnes vulnérables (PVVIH, Personnes vivant avec Handicap, Femmes, enfants jumeaux, ...) | Loi spécifique interdisant et sanctionnant la discrimination adoptée. Evolution du pourcentage ou du nombre des victimes ayant porté plainte pour discrimination et nombre de décisions judiciaires sur les recours contre les discriminations | MIN JUS MPPSPF MEN MINFOPTLS MINSANP | SNU | | | | |
| | Identification des personnes vulnérables | Personnes vulnérables identifiées | MPPSPF MINFOPTLS MCA | SNU | | | | |
| | Mise en place de structure d'accueil et de prise en charge des personnes vulnérables | Nombre de structure mise en place | MPPSPF MINFOPTLS MINSANP | SNU | | | | |
| | Sensibilisation de la communauté au respect à la promotion et à la protection des droits des personnes vulnérables | Nombre de régions touchées par la sensibilisation | MPPSPF MCA | SNU | | | | |
| | Renforcement et multiplication des dispositifs pour la délivrance de jugement supplétif de naissances : Audiences foraines | Nombre de jugements délivrés | MINJUS MID | SNU | | | | |
| | Poursuite de lancement du projet « Ezaka Kopia ho an ny Ankizy » ou EKA | Nombre d'actes de naissance délivrés | MINJUS MID | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|------------------------------------|---|--|--------------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Lutter contre la corruption | Révision de la loi afin de doter le BIANCO de pouvoir d'auto-saisine | Loi dotant le BIANCO du pouvoir d'auto-saisine adoptée | MINJUS MSI SEG | SNU | | | | |
| | Engagement des poursuites contre les auteurs de corruption | Nombre d'auteurs enquêtés, poursuivis et jugés | MINJUS | SNU | | | | |
| | Formation du personnel de la justice, PJ et autres OPJ pour une meilleure application stricte de la loi anti corruption | Nombre de personnel formé | MINJUS MSI SEG BIANCO | SNU | | | | |
| | Sensibilisation des organisations de la société civile sur leurs rôles | Nombre des OSC bénéficiaires Nombre de séances organisées | MINJUS BIANCO | SNU | | | | |

B - LIBERTÉ D'OPINION ET D'EXPRESSION

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|-----------------|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Instaurer un environnement favorable à la liberté d'opinion, d'expression et de presse | Dépénalisation des délits de presse liés à l'injure, insulte et la diffamation | Loi dépénalisant l'injure, l'insulte et la diffamation adoptée | MIN JUS MCRI | SNU UE Partenaires régionaux au niveau de l'Océan Indien et de l'Afrique | | | | |
| | Harmonisation des textes existants sur la communication avec les dispositions des conventions internationales sur la liberté d'expression | Textes harmonisés | MCRI | | | | | |
| | Révision des dispositions de la loi sur la cybercriminalité | Loi révisée | MCRI | SNU | | | | |
| | Adoption du code de la communication | Code adopté | MCRI | SNU | | | | |
| | Vulgarisation des textes en vigueur et de la Loi sur l'éthique et la déontologie | Textes vulgarisés | MCRI MIN JUS | SNU | | | | |

5- COOPÉRATION AVEC LES MECANISMES DE DROITS DE L'HOMME

A - COOPERATION AVEC LES MECANISMES INTERNATIONAUX ET REGIONAUX ET COOPERATION TECHNIQUE

EPU : 45, 46,57

- Poursuivre la coopération avec le PNUD
- Continuer à travailler avec l'UNICEF et les autres partenaires concernés
- Intensifier la coopération avec les organes des traités
- Mettre en œuvre les recommandations restantes de l'EPU 2010 ET EPU 2014

- RS vente d'enfant 1.10 ;
- RS droit à l'alimentation 3.2 ;
- RS esclavage 2.3 ;

- CDE 31
- CAT 12: Coopération avec les mécanismes des droits de l'homme

| OBJECTIFS | ACTIVITES | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|--|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Poursuivre la coopération avec les titulaires de mandat au titre de procédures spéciales | Facilitation des visites des Rapporteurs Spéciaux Prise en compte et mise en œuvre les recommandations des Rapporteurs Spéciaux | Nombres de visites des Rapporteurs Spéciaux Nombre de recommandations des Rapporteurs Spéciaux | MAE MINJUS | SNU (HCDH, UNFPA, UNICEF) UE USAID/OIM OMS, | | | | |
| Intensifier la coopération avec les organes des traités | Rédaction, soumission et présentation des rapports sur l'application du : - PIDCP (4 ^{ème}) - CERD (3 ^{ème}) - CAT (2 ^{ème}) - PIDESC (3 ^{ème}) | Nombre de rapports soumis et présentés | Gouvernement à travers le Comité interministériel de rédaction | HCDH | | | | |
| | Rédaction et communication du rapport intérimaire dans le cadre de l'EPU | Rapport intérimaire disponible et transmis | GVT Comité interministériel de rédaction des rapports | HCDH | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITES | INDICATEUR | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Intensifier la coopération avec les organes des traités | Rédaction et soumission du 3 ^{ème} rapport EPU | Rapport rédigé et soumis | GVT Comité interministériel de rédaction des rapports | HCDH | | | | |
| | Soutenance des rapports sur l'application du CEDEF | Rapport CEDEF examiné | GVT Comité interministériel de rédaction des rapports | HCDH | | | | |
| | Rédaction des rapports dus en 2016, 2017, 2018 | Rapports disponibles | GVT Comité interministériel de rédaction des rapports | HCDH | | | | |
| Intensifier la coopération avec les mécanismes régionaux | Rédaction et soutenance du rapport initial sur la CADHP | Rapport soumis et examiné | GVT Comité interministériel de rédaction des rapports | HCDH | | | | |
| | Rédaction et soutenance du rapport sur l'application du CADBE | Rapport soumis et présenté | GVT Comité Interministériel | HCDH | | | | |
| Réformer le Comité Interministériel de rédaction des rapports | Modification de l'arrêté interministériel n° 18600 du 30 octobre 2003 portant création d'un comité de rédaction en élargissant son mandat | Texte modifié et adopté incluant le mandat étendu du comité : suivi de mise en œuvre réalisé | Min Justice MAE | HCDH | | | | |

6- ÉGALITE ET NON DISCRIMINATION

A - ASSURER L'AUTONOMISATION DES FEMMES

- EPU : 50, 87, 130
- CEDR 1: Etude des lieux
- CEDR 2: Définition de la discrimination raciale et mesures rectificatives
- CEDR 3: Information et formation
- CDH 3: Promotion de l'égalité entre homme et femme, des droits de la femme, égal accès à l'emploi
- CDH 3: Protection des droits des enfants jumeaux

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|--|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer l'efficience socio-économique des femmes | Organisation des séances de formations professionnelles pour les femmes chefs de ménage au niveau des districts | Proportion des femmes ayant bénéficié des formations professionnelles Nombre de séance/thématique réalisées | MPPSPF MEETFP MCA Université OSC | SNU | | | | |
| | Élaboration et mise en œuvre d'un programme de sensibilisation sur le droit des femmes à la succession immobilière | Programme élaboré, disponible et mis en œuvre | MPPSPF MCA MCRI | SNU/UNICEF | | | | |
| | Renforcement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) des femmes chefs de ménage | Nombre de femmes développant des AGR renforcées | MPPSPF MCA MCRI MFB MINFOPTLS | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|------------------------------|---------------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer l'efficiencia socio-économica de las mujeres | Allégement des procédures d'accès aux institutions de micro finance | % de femmes membres des institutions de micro finances/mutualistes % de femmes bénéficiant de service de crédit | MPPSPF MFB / CNMF et EDBM | SNU OSC | | | | |
| | Renforcement de capacités des femmes en matière de gestion simplifiée et de production | Nombre de femmes ayant reçu de renforcement de capacités | MPPSPF MCA | SNU | | | | |
| | Sensibilisation des employeurs au respect de l'égalité homme femme dans le cadre du recrutement | Nombre de femmes recrutées dans les services publics et privés | MPPSPF MINFOPTLS | SNU OSC | | | | |
| | Organisation des séances de sensibilisation à l'endroit des leaders traditionnels et communautaires sur l'importance de la levée des barrières socioculturelles à l'égard des femmes | Nombre de leaders sensibilisés | MPPSPF MCA | FCRTM, PLeROC, SNU | | | | |
| | Poursuite des séances de sensibilisation à l'endroit de la population sur la question du genre et les droits de la femme | Nombre de personnes sensibilisées sur le genre et les droits de la femme Nombre de séances de sensibilisation organisée | MPPSPF | FCRTM, PLeROC, SNU OSC | | | | |

B - PRÉVENTION DE VIOLENCES A L'EGARD DES FEMMES

- EPU : 108.73, 108.103, 108.110
- CAT 7: Violences faites aux femmes et aux enfants

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|---|---------------------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Contribuer à la réduction de la proportion des violences faites aux femmes | Organisation de campagnes de sensibilisation sur l'élimination des pratiques culturelles et traditionnelles néfastes aux droits de la femme | Nombre de séances de sensibilisation organisées Nombre de cas de violences recensées | MINJUS MPPSPF MCA | SNU | | | | |
| | Organisation des dialogues communautaires en vue de sensibiliser les communautés sur les droits de la femme | % des personnes dans les zones ciblées connaissant les droits de la femme Nombre de séances organisées Nombre de résolutions prises | MINJUS MPPSPF MCA | SNU | | | | |
| | Organisation des séances de sensibilisation pour la lutte contre la VBG | Nombre de séances organisées Nombre de cas de violences recensées | MINJUS | SNU | | | | |
| | Multiplication des structures d'accueil, de conseils et de prise en charge des victimes de violences | Nombre de structures mises en place | MINJUS MPPSPF MID MSP | SNU | | | | |
| | Élaboration des documents cadre de référence en matière de VBG | Document de stratégie nationale de lutte contre les VBG disponible et vulgarisé | MPPSPF | SNU/UNFPA | | | | |
| | Élaboration et vulgarisation d'une Loi spécifique sur la lutte contre les VBG | Loi spécifique sur la lutte contre les VBG promulguée et vulgarisée | MINJUS MPPSPF Université OSC | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|---|--------------------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Adopter des règles communes et uniformiser les lois pour prévenir la violence à l'égard des femmes | Organisation des campagnes de sensibilisation sur l'élimination des pratiques culturelles et traditionnelles néfastes aux droits des femmes : « molety » et stigmatisation des jumeaux. | Nombre de campagnes organisées | MINJUS MPPSPF MCA | SNU | | | | |
| | Réforme de la législation pour incriminer le viol conjugal, les abus sexuels à l'encontre des femmes et des filles | Texte réformé | MINJUS | SNU | | | | |
| | Tenue des débats communautaires en vue d'éliminer les pratiques culturelles discriminatoires | Fréquence de Débats communautaires organisés et nombre de communautés ayant participé | MINJUS MPPSPF | | | | | |
| Apporter des changements au statut personnel et au droit de la famille | Élaboration des documents de stratégies fondées sur la protection des droits de la femme pour préserver les valeurs morales | Documents de stratégies élaborés | MINJUS MPPSPF | SNU | | | | |
| | Appui et assistance des familles vulnérables dans le processus de développement | Nombre de familles appuyées et accompagnées | MPPSPF | SNU | | | | |
| Faciliter la participation des femmes dans la direction des affaires publiques | Intégration des femmes dans le processus de résolution des crises | Proportion de femmes nommées/recrutées/élues au poste de prise de décision | MINFOPTLS MPPSPF MEEFTP MID | SNU | | | | |
| | Implication des femmes dans la prévention des conflits et l'alerte précoce | Pourcentage des femmes impliquées | MINJUS MPPSPF | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|-------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Faciliter la participation des femmes dans la direction des affaires publiques | Renforcement de la participation effective des femmes dans la consolidation de la paix | Nombre d'évènements organisés sur le thème de consolidation de la paix Nombre de séances de sensibilisation organisées sur la consolidation de la paix | MINJUS MPPSPF | SNU | | | | |
| | Amélioration de la représentation des femmes au sein du pouvoir politique | Proportion de femmes nommées/recrutées/élues au poste de prise de décision | MINJUS MPPSPF MID | SNU | | | | |
| Éradiquer la discrimination raciale | Études et réformes pour sanctionner la discrimination raciale | Etude réalisée Loi révisée en matière de nationalité sanctionnant la discrimination raciale | MINJUS MPPSPF MID | HCDH | | | | |
| | Organisation des séances de sensibilisation | Nb de séances de sensibilisation organisées | MINJUS MPPSPF | SNU | | | | |
| | Réforme pour sanctionner l'abandon d'enfant incluant les enfants jumeaux | Loi sanctionnant l'abandon d'enfant disponible | MINJUS MPPSPF | HCDH | | | | |
| Apporter des changements au statut personnel et au droit de la famille | Adoption des stratégies fondées sur la protection des droits de la femme pour préserver les valeurs morales | Stratégies adoptées et disponibles | MINJUS MPPSPF | HCDH | | | | |
| | Soutien psycho-social des familles vulnérables | Nombre de familles appuyées | MPPSPF | SNU | | | | |
| | Elaboration d'une politique nationale de protection de la famille | Politique élaborée | MPPSPF | SNU | | | | |

C - VIVRE A L'ABRI DES BESOINS ET DANS LA DIGNITÉ. EPU : 89

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|--|----------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Faciliter l'accès des femmes et des filles à la scolarisation et à un travail décent | Organisation des séances de sensibilisation auprès des ménages en vue d'une amélioration de partage des tâches ménagères | Nombre de ménages sensibilisés | MPPSPF MINFOPTLS MEN | SNU/UNICEF | X | X | | |
| | Poursuite de la campagne de scolarisation et rescolarisation des filles | Proportion de filles scolarisées et rescolarisés | | | | | | |
| | Renforcement de capacités et compétences techniques et professionnelles des femmes | Nombre de femmes bénéficiaires de formation | MPPSPF MINFOPTLS | SNU | X | X | | |

7 - DROIT A LA VIE, LIBERTÉS ET SECURITÉ DES PERSONNES

A- LUTTE CONTRE LA TRAITE

- Assurer et opérationnaliser la coordination de la lutte contre la traite des personnes et la prise en charge des victimes et/ou de leurs familles
- Renforcer les sensibilisations et mobilisations sociales des différents acteurs sur la lutte contre la traite des personnes et les mesures d'autoprotection
- Améliorer la qualité de prise en charge des victimes et/ou de leurs familles de la traite en vue de leur protection
- Lutter contre l'impunité et assurer la poursuite des auteurs
- Opérationnaliser un système de suivi évaluation et de capitalisation des interventions

- RS 1.2, RS 1.3
- CAT 6: Traite des êtres humains
- CDH 4: Traite des enfants domestiques
- CDE 9: Droit à la vie, à la survie et au développement

B - PEINE DE MORT

C - EXÉCUTION EXTRA-JUDICIAIRE, DINA, JUSTICE POPULAIRE

D - TORTURE

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Assurer la mise en place effective d'un cadre législatif et de dispositif de lutte contre la traite | Élaboration et adoption du décret d'application de la loi contre la traite | Décret élaboré et adopté | MINJUS MCRI MINFOPTLS MPPSPF MID MSP SEG | HCDH | | | | |
| | Mise en place et opérationnalisation du Bureau National de la Lutte contre la traite des Etres Humains (BNLTEH) | Bureau National de la Lutte contre la traite de personnes mises en place et opérationnelles Nombre de ministères et entités ayant été représentés à toutes les séances de travail du bureau | GOUVERNEMENT MINJUS | SNU OIM | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|---|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Assurer la mise en place effective d'un cadre législatif et de dispositif de lutte contre la traite | | Nombre de personnes bénéficiaires du service | | | | | | |
| | Élaboration et adoption d'un plan national d'actions de lutte contre la traite | Plan national de lutte contre la traite adopté, validé et disponible | GOUVERNEMENT MINJUS | SNU OIM | | | | |
| Améliorer la connaissance de la population des enjeux, risques et mécanismes de la traite de personnes | Renforcement de capacités des différents acteurs publics et services de prise en charge public au niveau central, déconcentré et décentralisé | Nombre d'acteurs formés Nombre de ministères et autres services publics ayant participé aux séances de formation | BNLTEH OSC Université | OIM | | | | |
| | Organisation d'une vaste Campagne de sensibilisation des citoyens sur la loi contre la traite | Nombre des émissions, des articles ou de séances à travers des plans média Nombre de régions touchées par la sensibilisation | BNLTEH MCRI | SNU OIM | | | | |
| | Formation des acteurs ayant un lien avec la traite (OSC), secteurs privés | Nombre d'entités formées Pourcentage de régions dans lesquelles les entités ont été formées | BNLTEH OSC Université | SNU OIM | | | | |
| | Organisation d'une formation à l'intention des médias et des OSC en matière de droit de l'homme et contre la traite de personne et la torture | nombre des journalistes bénéficiaires | MCRI MINJUS MSP/Police Nationale SEG | SNU OIM | | | | |
| Améliorer la coordination de la lutte contre la traite de personnes et la qualité de prestation de services de prise en charge des victimes et/ou de leur famille | Élaboration d'un état des lieux de la traite dans les régions | Proportion des régions qui ont dressé un état des lieux (cartographie des acteurs (liste des agences de placement, typologie de forme de traite, service de prise en charge, ...) | BNLTEH | OSC | | | | |
| | Recensement des agences de placement au niveau de chaque région | Nombre des Agences de placement recensées | BNLTEH | OIM | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Assurer la prise en charge intégrée pour les victimes de traite | Mise en place un mécanisme d'identification des victimes | Pourcentage de régions ayant un mécanisme d'identification | BNLTEH | SNU OIM | | | | |
| | Mise en place/renforcement/opérationnalisation des services de prise en charge spécifiques aux victimes de traite | Nombre de régions ayant un service de prise en charge intégrée pour les victimes de traite Nombre de victimes de traite ayant bénéficié d'une prise en charge | BNLTEH | SNU OIM | | | | |
| Contribuer à la réinsertion des victimes de traite et/ou de leur famille | Réinsertion socio-économique des victimes et/ou de leur famille | Nombre de familles bénéficiaires d'assistance | BNLTEH | SNU OIM | | | | |
| Contribuer à la poursuite et à la répression des auteurs | Mise en place des mécanismes de poursuite et de répression des auteurs de traite | Chaine pénale anti traite mise en place Nombre de poursuites et de condamnations judiciaires | MINJUS/Cours et Tribunaux MSP / OPJ SEGPJ /OPJ | SNU | | | | |
| | Mise à la disposition des victimes d'une assistance judiciaire gratuite | Nombre de victimes bénéficiaires d'assistance judiciaire | MINJUS | SNU | | | | |
| Mettre en place un système de suivi évaluation | Contribution à l'opérationnalisation d'un système de Suivi-Evaluation de la mise en place des mécanismes de poursuite de la Traite de personnes | Rapport de suivi-évaluation disponible | Tous les Ministères BNLTEH CINDH | SNU | | | | |

8 - RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET PÉNITENTIAIRE

A - RÉFORME JUDICIAIRE ET PÉNITENTIAIRE

- Réformer le système pénal et pénitentiaire et établir un système crédible (115, 118)
- Améliorer les conditions de détention carcérale (94, 122)
- Combattre la surpopulation carcérale (105)
- Éradiquer la pratique de la torture, les traitements cruels inhumains et dégradants (116)
- RS 1.4.22
- CAT 1: Pénalisation de la torture et des mauvais traitements
- CAT 2: Catégorisation et prescription de la torture
- CAT 3: Non-justification de la torture et enquêtes approfondies et impartiales
- CAT 3: Garanties juridiques fondamentales
- CAT 4: Conditions de vie dans les lieux de détention et surveillance systématique des lieux de détention
- CAT 5: Justice traditionnelle (Dina)
- CAT 10: Formation et Collecte de données
- CAT 11: Réfugiés
- CDH 3: Droit à la vie et à un procès équitable

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|---------------------------------------|----------------|------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Instaurer un système pénal respectueux des DH | Élaboration d'un plan de réforme tenant compte des dysfonctionnements identifiés par les études avec l'implication de toutes les parties prenantes (Magistrats, OPJ, AP, Avocats, SC) | Plan de réforme élaboré et disponible | MIN JUS | SNU/PNUD | | | | |
| | Réforme législative sur la loi sur le vol de bovidés, le Dina, peine alternative à la détention, TIG, justice de proximité, institutionnalisation des juridictions traditionnelles | Textes réformés | MIN JUS MID | SNU/PNUD CICR | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|----------------------|--------------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Instaurer un système pénal respectueux des DH | Révision du Code Pénal et autres textes spécifiques en vue de la suppression des peines de travaux forcés de facto inappliquées et autres dispositions inadaptées | Code pénal et autres textes spécifiques reformés | MIN JUS | SNU/PNUD CICR | | | | |
| | Renforcement de l'indépendance de la justice | Statut du CSM révisé | MINJUS | SNU/PNUD | | | | |
| | Élaboration et adoption d'un projet de Loi de substitution des peines de mort | Loi de substitution promulguée | MINJUS MSP SEG | HCDH Gouvernement Suisse | | | | |
| Améliorer l'accès à la justice | Réforme de la législation prévoyant une voie de recours d'appel contre les décisions rendues en matière criminelle | Législation réformée | MINJUS | HCDH | | | | |
| | Poursuite de l'opérationnalisation des BAJ | BAJ opérationnel | MIN JUS | SNU/PNUD | | | | |
| | Poursuite de la prise en charge gratuite des enfants victimes par le pool des avocats | Nombre d'enfants victimes de violence et autres personnes vulnérables bénéficiaires d'assistance juridictionnelle gratuite | MIN JUS | SNU/PNUD UNICEF | | | | |
| | Redynamisation des audiences foraines | Cadrage juridique disponible | MIN JUS | SNU/PNUD | | | | |
| | Mise en place et opérationnalisation des mécanismes de suivi de l'accès à la justice à travers l'informatisation et le renforcement de capacités des acteurs | Mécanismes de suivi mis en place et opérationnels | MIN JUS | SNU/PNUD | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|--|--------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer l'accès à la justice | Institutionnalisation des Cliniques Juridiques et les Centres d'Ecoutes et de Conseils Juridiques | Cliniques juridiques et CECJ institutionnalisés | MIN JUS MPPSPF | SNU/PNUD | | | | |
| | Augmentation en nombre des cliniques juridiques | Nombre des cliniques juridiques nouvellement créées | MIN JUS | SNU/PNUD | | | | |
| | Tenue des réunions périodiques de concertation des acteurs de la chaîne pénale pour une meilleure harmonisation, coordination des actions en vue d'une application effective des lois et des décisions définitives | Fréquence de réunions tenues | MIN JUS | CICR | | | | |
| Collecte et exploitation des données ventilées par âge, sexe, zone géographique et situation socioéconomique | Harmonisation et coordination des systèmes de collecte de données existants | Systèmes de collecte de données harmonisés et coordonnés | MIN JUS MPPSPF MINSANP MEN MID MEP/INSTAT | SNU | | | | |
| Intégrer le respect des Droits de l'Homme par les Responsables de l'Application des Lois dans l'exercice de leur fonction au quotidien | Organisation des formations des acteurs de la chaîne pénale en matière des Droits de l'Homme et en droit pénal | Nombre des acteurs de la chaîne pénale formés (PN, GN, Parquet, Siège) | MIN JUS | CICR HCDH | | | | |
| Poursuivre la réforme des textes régissant le système pénitentiaire | Poursuite des révisions de textes par la commission de la réforme pénitentiaire | Nombre de textes révisés | MIN JUS | CICR SNU | | | | |
| Améliorer les conditions de vie des détenus et combattre la surpopulation carcérale | Promotion d'un contrôle de détention | -Taux de longue détention réduit -Nb d'établissements pénitentiaires contrôlés | MIN JUS/DGAP | CICR SCAC | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|--|-------------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer les conditions de vie des détenus et combattre la surpopulation carcérale | Adoption d'une loi sur les peines alternatives (TIG) | Loi adoptée | MINJUS | SNU CICR | | | | |
| | Réorganisation et redynamisation des Camps pénaux | Nombre des camps pénaux opérationnels | MINJUS | SNU | | | | |
| | Adoption d'une loi pour l'application des contrôles judiciaires et encourager l'application de la libération conditionnelle. | Loi adoptée et appliquée Nombre de bénéficiaires de la Libération Conditionnelle | MINJUS | SNU CICR | | | | |
| | Elaboration d'une nouvelle politique de préparation à la réinsertion sociale | Nouvelle politique de préparation à la réinsertion sociale disponible et appliquée | MINJUS/DGAP | SNU Handicap International | | | | |
| Assurer le traitement des détenus en conformité aux normes et standards internationaux | Réhabilitation des établissements pénitentiaires avec séparation des quartiers des prévenus/condamnés, mineurs/majeurs, homme/femme | Nombre d'établissements aménagés | MINJUS/DGAP | SNU CICR | | | | |
| | Poursuite des efforts tendant à l'amélioration de l'accès aux soins, à l'alimentation et l'hygiène | Droits fondamentaux des détenus améliorés | MIN JUS | CICR OSC | | | | |
| Combattre la torture, les traitements cruels inhumains et dégradants | Poursuite des auteurs des exactions et tortures, et les traduire en justice et octroyer des réparations aux victimes | Nombre de plaintes, de poursuite, de condamnation et des victimes ayant obtenus réparation | MINJUS/Cours et Tribunaux | | | | | |
| | Formation des formateurs de chaque établissement de formation professionnelle (ENAP, ENMG, ENAM, ACMIL, ESGN, ENIAP, ENSP, Santé, EGN, IFPA) en matière de torture | Nb de formateurs formés Nb d' apprenants formés | MINJUS MINSANP MSP MID MINFOPTLS MDN SEG | PNUD CICR | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|----------------------------|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Combattre la torture, les traitements cruels inhumains et dégradants | Formation des responsables de l'application des lois | Nb de responsables formés | MINJUS MSP MID MCRI MINFOPTLS SEG | SNU CICR | | | | |
| | Entreprise de la réforme de la loi nationale incluant les cas de refoulement et d'expulsion et des peines sanctionnant les mauvais traitements | Loi réformée et disponible | MINJUS | HCDH | | | | |

9 LIBERTÉS DE RELIGION ET DE CROYANCE, D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION ET DE RÉUNION PACIFIQUE, ET DROIT DE PARTICIPER A LA VIE PUBLIQUE ET POLITIQUE

124 - Dépénaliser la diffamation, abroger la loi sur les injures et prendre toutes mesures nécessaires pour garantir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et propice pour les journalistes

125- Prendre des mesures concrètes pour protéger et promouvoir la liberté d'expression et la liberté de la presse visées dans la feuille de route pour mettre fin à la crise

126 – Continuer à accroître l'autonomisation des femmes dans les institutions nationales

127 - Établir un dialogue régulier avec les défenseurs des droits de l'homme sur un même pied d'égalité

128 - Redoubler d'efforts afin de fournir un environnement favorable pour les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les autres acteurs de la société civile

129 - Réviser la Loi de 1990 sur la communication et la Commission Spéciale sur la Communication Audiovisuelle en abrogeant les restrictions empêchant les journalistes de critiquer librement le gouvernement sans crainte de représailles

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Doter Madagascar d'un Code de la communication proscrivant les peines de prison en cas de diffamation, d'injure, d'outrage et de calomnie | Dépôt et inscription dans l'ordre du jour à la session d'octobre de l'Assemblée Nationale du projet de code de Communication pour adoption | Projet de code de la communication adopté | MCRI | SNU | | | | |
| | Abrogation de l'article 20 de la loi sur la cybercriminalité | L'article 20 de la loi sur la cybercriminalité abrogé ; | MCRI | HCDH | | | | |
| Promotion et protection de la liberté d'expression et de la presse | Réouverture des stations audiovisuelles disposant d'une licence délivrée suivant les procédures légales mais fermées pendant la crise pour des infractions liées aux événements politiques | Proportion des stations audiovisuelles rouvertes | MCRI MID | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promotion et protection de la liberté d'expression et de la presse | Mise en place de l'organe indépendant de régulation des medias prévu dans le nouveau Code de la Communication (ANRCM) | Organe indépendant de régulation mis en place | MCRI | SNU | | | | |
| Protéger les journalistes contre les menaces et autres intimidations dans l'exercice de leurs fonctions | Mise en place de l'Ordre des Journalistes de Madagascar | OJM mis en place et opérationnel | MCRI | SNU | | | | |
| | Révision et vulgarisation du code de la communication et du code d'éthique et de déontologie | Code révisé, disponible et vulgarisé Nombre de séances de vulgarisation | MCRI/OJM | SNU | | | | |

10 - DROIT A LA SANTE

- EPU.52 : Envisager l'élaboration d'une politique nationale pour l'enfant, qui englobe la santé, la culture et des sports
- EPU.59 : Intensifier les efforts visant à assurer un accès équitable à la santé pour tous
- EPU 87. Intensifier les mesures et les actions au profit des femmes vulnérables et des enfants en favorisant leur accès à la santé
- EPU 138. Accroître les investissements dans le système de santé pour assurer l'accès universel aux services de santé essentiels et abordables
- EPU 139. Progressivement réaliser le droit à la santé au maximum de ses ressources disponibles en assurant l'accès égal et non discriminatoire de toutes les personnes, y compris des femmes et des enfants aux soins de santé communautaires de faible coût, qualité et le respect de ce droit par tous ; y compris « les chefs traditionnels » et autres intervenants
- EPU.148. Poursuivre les travaux afin d'assurer un accès élargi aux soins de santé
- RS 1.5. En matière de prévention

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|-------------------------------|------------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| EPU.52 : Envisager l'élaboration d'une politique nationale pour l'enfant, qui englobe la santé, la culture et les sports | | | | | | | | |
| Réactualiser la politique nationale de la santé, | Organisation des : - séances d'élaboration - atelier de validation - atelier de finalisation - atelier de diffusion | Politique nationale de santé réactualisée et disponible | MSANP | OMS UNICEF UNFPA BM | | | | |
| Réactualiser la Politique Nationale de la santé de l'enfant | Organisation des : - séances d'élaboration - atelier de validation - atelier de finalisation - atelier de diffusion | Politique Nationale de la santé de l'enfant réactualisée et disponible | MSANP MJS MPPSPF MCA | SNU/ UNICEF OMS | | | | |
| EPU.59 : Intensifier les efforts visant à assurer un accès équitable à la santé pour tous RS 5 : | | | | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Renforcer la fonctionnalité et le respect des normes en ressources humaines au niveau des Centres de Santé de Base | Recrutement des paramédicaux nouvellement gradués ou diplômés dans les CSB fermés, dans les CSB ayant du professionnel de santé seul au poste, et en voie de départ à la retraite | <ul style="list-style-type: none"> - Proportion de CSB fermés et remis en fonction - Proportion de CSB remis aux normes en personnel technique | MSANP | | | | | |
| Initier et mettre en œuvre des systèmes d'attraction et de rétention des agents de santé dans les zones reculées | Révision des critères et taux des indemnités d'éloignement des agents de santé travaillant en dehors des zones urbaines | <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'Etude des critères et des taux des Indemnités d'éloignement validé - Textes règlementaires en vigueur vulgarisés et diffusés, - Proportion de plaidoyer mené auprès des autorités compétentes | MSANP | | | | | |
| | Soutien des agents de santé affectés dans les zones reculés par la mise en place des forfaits incitatifs pérennes | Kits d'incitation pris en charge sur le budget de l'Etat définis, validés et adoptés par le Gouvernement | MSANP | | | | | |
| Revitaliser les infrastructures sanitaires à tous les niveaux du système de santé | Réactualisation des normes et procédures de gestion à tous les niveaux du système de santé | Manuel de gestion définissant les normes et procédures de nomination au poste des agents de santé, des structures sanitaires et des plateaux techniques, par niveau du système de santé élaboré, validé, diffusé et mis en œuvre | MSANP | | | | | |
| | Élaboration et mise en œuvre un plan triennal de revitalisation des infrastructures sanitaires | <ul style="list-style-type: none"> - Plan triennal de revitalisation des infrastructures sanitaires élaboré, validé et diffusé - Proportion de formations sanitaires dotées en matériels et équipements sanitaires - Proportion de travaux de construction et de réhabilitation réalisés. | MSANP | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|--|---------------------------|---------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Développer la participation communautaire dans la promotion de la santé | Mise à jour des procédures FANOME vers la mise en place du système de prépaiement sous forme de mutuelle ou d'assurance santé | - Textes règlementaires relatifs au FANOME réactualisés, vulgarisés et diffusés - Tendance effective vers la mise en place des structures de participation financière des usagers, et des tiers /payant | MSANP | | | | | |
| | Suivi de la mise en place des structures de gestion à base communautaires au niveau de chaque commune | Proportion des Communes disposant de COSAN et CCDS opérationnels | MSANP | | | | | |
| EPU 138. Accroître les investissements dans le système de santé pour assurer l'accès universel aux services de santé essentiels et abordables | | | | | | | | |
| Réviser à la hausse le taux du budget alloué au secteur santé | Poursuite de l'évolution des dépenses en santé à travers le CDMT | Taux d'accroissement annuel du budget de l'Etat alloué au secteur santé révisé et disponible | MSANP | | | | | |
| | Implication des autorités compétentes | Proportion de plaidoyer mené auprès des autorités compétentes | MSANP | | | | | |
| EPU 87. Intensifier des mesures et des actions au profit des femmes vulnérables et des enfants en favorisant leur accès à la santé | | | | | | | | |
| Mettre à l'échelle les Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence(SONU) | Augmentation du nombre de centres SONU de Base | Proportion des CSB-SONUB mis en place et fonctionnels | MSANP | UNICEF AFD | | | | |
| | Mise en place de nouveaux centres SONU Complets au niveau des districts ciblés | Proportion de CHR.D.1 transformés en CHR.D.2 offrant des services SONUC | MSANP | | | | | |
| Renforcer les activités communautaires en matière de Soins Maternels et Néonataux | Mise en place de nouveaux sites à base communautaire en matière de Soins maternels et néonataux de base | Proportion de sites communautaires en soins maternels et néonataux de base créés et opérationnels | MSANP | UNICEF AFD | | | | |
| Renforcer l'offre de services en Planification Familiale | Elaboration d'un projet de loi relative à la Planification Familiale | Projet de loi relative à la Planification Familiale élaboré et disponible | MSANP MINJUS MPPSPF | HCDH | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|--------------|--------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Renforcer l'offre de services en Planification Familiale | Augmentation du nombre de sites offrant des méthodes à longue durée (MLD) | <ul style="list-style-type: none"> - Proportion de sites DIU mis en place et fonctionnels - Proportion de sites Implanon mis en place et fonctionnels | MSANP | UNFPA | | | | |
| | Augmentation du nombre de CSB-amis des jeunes offrant le paquet d'activités en Santé de la Reproduction des Adolescents (SRA) | Proportion de CSB-amis des jeunes offrant le paquet d'activités en Santé de la Reproduction des Adolescents | MSANP | UNFPA | | | | |
| Renforcer l'offre de soins de proximité aux femmes et enfants, résidant dans un rayon de plus de 5 km d'une formation sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge de 90% des enfants de moins de 5 ans au cours de la campagne biannuelle de la Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant - Prendre en charge 80% de femmes enceintes au cours de la campagne biannuelle de la Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant | <ul style="list-style-type: none"> Proportion des enfants de moins de 1 ans vaccinés, 12-59 mois déparasités, et 6-59 mois supplémentés en Vitamine A par édition de SSME Proportion des femmes enceintes vaccinées, déparasitées par édition de SSME | MSANP | OMS, UNICEF, USAID | | | | |
| Renforcer la vaccination de routine y compris l'introduction du nouveau vaccin | Elaboration des stratégies avancées pour le PEV dans les districts sanitaires ciblés | <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'abandon entre DTCHepBHIB1 et DTCHepBHIB3 - Taux de couverture en DTCHepBHIB3 | MSANP | OMS, UNICEF | | | | |
| | Insertion du nouveau vaccin anti polio inactivé dans le Programme Elargi de Vaccination(PEV) | Proportion d'enfants de moins de 1 an ayant reçu le vaccin anti-polio inactivé | MSANP | OMS, UNICEF | | | | |
| Renforcer les structures de prise en charge des cas de malnutrition aigue | Mise en place de nouveaux centres de récupération nutritionnelle pour la prise en charge des cas de malnutrition aigue sévère et modéré en ambulatoire (CRENAS et CRENAM) | <ul style="list-style-type: none"> - Proportion de centres CRENAS mis en place et opérationnels - Proportion de centres CRENAM mis en place et opérationnels | MSANP | UNICEF | | | | |

11- DROIT A L'ÉDUCATION

A - ACCÈS et RÉTENTION SCOLAIRE

Accès équitable à l'éducation:

- Recommandations EPU n°59, 142, 150, 154, 155 et 156
- Recommandation RS 2.1.14, RS 2.4
- Recommandations CDE 14, CDE 18, CDE 19, CDE 24, CDE 25
- Rétention scolaire:
- Recommandations n° 89, 140 et 152
- Recommandation RS 2.1.14

Recommandation CDE 14 et CDE 19

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLE S | PARTENAIRE S | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|--------------------------|-----------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir un accès équitable à l'éducation | Enregistrement et délivrance d'acte de naissance à tous les enfants | Nombre d'actes de naissance délivrés Nombre de jugements supplétifs délivrés | MID MINSANP MINJUS | UNICEF | | | | |
| | Construction et réhabilitation des écoles dans les zones vulnérables. | Nouvelles infrastructures opérationnelles | MEN | SNU | | | | |
| Promouvoir un accès équitable à l'éducation | Prévention des accidents scolaires et accélération des procédures de remboursement des frais médicaux en cas d'accident dans la vie scolaire | Nombre d'enfants couverts par l'assurance scolaire Réduction des coûts imputables aux parents en cas d'accident scolaire | MEN | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|--------------|---|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir un accès équitable à l'éducation | Renforcement des actions de sensibilisation et de mobilisation sociale (communauté éducative, fokontany, leaders traditionnels, FRAM) pour l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap | Nombre d'enfants en situation de handicap inscrits dans les établissements scolaires et ayant accès à l'éducation | MEN | UNICEF, Ambassade de la Norvège, HI | | | | |
| | Création et amélioration des conditions de vie scolaire | Cantines dans chaque établissement scolaire dans les zones vulnérables Nombre d'infrastructures sanitaires construites tenant compte du genre Environnement scolaire embelli et attrayant | MEN ONN | SNU/ UNICEF, UNHABITAT et FNUAP PAM WATER AID | | | | |
| Favoriser la rétention scolaire | Application de la pédagogie inclusive et développement des classes inclusives | Nombre d'établissements scolaires adaptés aux besoins des enfants en situation de handicap | MEN | CBM, H.I, Ambassade de Norvège, UNICEF | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLE S | PARTENAIRE S | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|---------------------------------------|---|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Favoriser la rétention scolaire | Renforcement des actions de sensibilisation et de mobilisation sociale (communauté éducative, fokontany, leaders traditionnels, FRAM) pour l'élimination des violences et des discriminations sous toutes ses formes, y compris celles basées sur le genre en milieu scolaire. | <p>Nombre des dénonciations,</p> <p>Augmentation du taux d'achèvement jusqu'à la fin du cycle secondaire, en particulier des filles</p> <p>Augmentation taux de réussite aux examens et taux d'achèvement à chaque fin de cycle</p> | <p>MEN</p> <p>OSC</p> | <p>-FNUAP, UNICEF</p> <p>-UNDP, ONU SIDA</p> <p>- UNESCO,</p> | | | | |
| | Développement et diversification des activités scolaires et parascolaires attractives | Nombre d'activités scolaires et parascolaires développées et accessibles | <p>MEN</p> <p>Communautés locales</p> | <p>UNICEF, Ambassades</p> | | | | |

B - GRATUITÉ ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

- Recommandations N° 141, 144, 145, 146, 147, 148, 151, 153, 155, 157,
- RS 2.1.14
- CDE 24

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|--------------|--------------------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir un enseignement gratuit et de qualité | Poursuite des mesures incitatives à la rétention | Suppression des droits d'inscription maintenue | MEN | UNICEF | | | | |
| | Augmentation du budget alloué au secteur éducatif et dotation d'un budget de fonctionnement suffisant l'établissement scolaire public | Taux du budget augmenté inscrit dans la LF Nombre d'établissements scolaires doté d'une autonomie | MEN MFB | UNICEF PTF | | | | |
| | Recrutement et subvention d'enseignants EFA et ENF | Nombre d'enseignants recrutés et subventionnés | MEN | Union Européenne UNICEF | | | | |
| | Renforcement de capacités des chefs ZAP et des enseignants | Chef ZAP formés Enseignants formés Nombre de formation ayant été dispensées | MEN | AFD/AQUEM | | | | |
| | Poursuite de production d'outils pédagogiques | Nombre d'outils pédagogiques mis à jour | MEN | SNU/UNICEF, UNESCO, PNUD, U.E. | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|---|--------------|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir un enseignement gratuit et de qualité | Uniformisation des qualités de l'enseignement par la formation des enseignants | Ratio maître /élèves respecté Augmentation du taux de réussite aux examens | MEN | SNU/UNICEF, UNESCO, FNUAP, BMJICA | | | | |

C - ÉDUCATION CITOYENNE, CIVIQUE et NON DISCRIMINATOIRE

- Recommandations EPU: n°57, 87, 89, 103, 143, 149).
- RS 1.4.29, RS 1.5.33, RS 1.5.34, RS 1.5.35, RS 1.5.36, RS 1.5.39, RS 2.1.14, RS 2.4.32
- CDE 7, CDE 8, CDE 14, CDE 19, CDE 25
- CDH 3.12

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Favoriser une éducation citoyenne, civique et non discriminatoire au niveau des établissements scolaires et de la société | Pérennisation des actions de mobilisation sociale et de sensibilisation thématique au sein des établissements scolaires et de la société sur l'éducation à la citoyenneté et au civisme | <p>Nombre d'établissements scolaires, fokontany et OSC sensibilisés au niveau des CISCO et DREN</p> <p>Nombre d'enfants, jeunes, adultes, parents sensibilisés au niveau de la société</p> | <p>MEN</p> <p>MCA</p> <p>MESRS/ Académie malagasy</p> <p>OSC</p> | SNU | | | | |
| | Production et vulgarisation des outils et supports de communication sur l'éducation civique et citoyenne | Nombre d'outils et de supports de communication disponibles et vulgarisés dans les 22 DREN et les 114 CISCO | <p>MEN</p> <p>MCA</p> | SNU | | | | |
| | Renforcement des compétences des enseignants et éducateurs sur les droits humains via l'adoption d'un arrêté d'application relatif à l'enseignement de l'éducation civique et citoyenne au niveau des lycées et des CEG. | <p>Arrêté d'application relatif à l'enseignement de l'éducation civique et citoyenne au niveau des lycées et des CEG en vigueur.</p> <p>Nombre d'enseignants formés, opérationnels dans les lycées et CEG</p> | <p>MEN</p> | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|--|--------------|----------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Favoriser une éducation citoyenne, civique et non discriminatoire au niveau des établissements scolaires et de la société | Sensibilisation et éducation des filles et femmes, les parents et la communauté sur les pratiques traditionnelles néfastes et l'importance de l'éducation des filles et l'égalité de droits entre homme et femme | Baisse des filles victimes des pratiques néfastes (molestry, mariages précoces) Pratiques néfastes réduites | MEN MCA | SNU | | | | |
| | Renforcement des mesures de réinsertion scolaire et professionnelle pour les enfants déscolarisés, incluant les enfants de la rue | Nombre d'enfants réinsérés et réorientés | MEN METFP | SNU/ UNICEF | | | | |
| | Renforcement de l'éducation parentale par la mise en place des écoles des parents au niveau de chaque région | Nombre d'écoles des parents mises en place et fonctionnelles | MEN | SNU | | | | |
| | Renforcement de l'éducation sexuelle au niveau de l'enseignement primaire | Education sexuelle enseignée au niveau de l'enseignement primaire | MEN | SNU | | | | |

D - ÉDUCATION FONDEMENT DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

- 57. Intégrer les droits de l'homme dans les programmes scolaires
- 87. Intensifier des mesures et des actions au profit des femmes vulnérables et des enfants en favorisant leur accès au crédit, à la santé et à l'éducation
- 89. Faire progresser les politiques pour la participation des filles au-delà du niveau de l'école primaire et de promouvoir des stratégies et actions visant à éliminer le mariage précoce et le mariage forcé, y compris le molety
- 103. Prendre des mesures spécifiques pour éliminer le mariage d'enfants, mariages précoces et les mariages forcés, qui restent largement répandus dans un certain nombre de communautés. Ces mesures nécessitent une nouvelle protection constitutionnelle et législative ainsi que les engagements en matière de santé et d'éducation pour les filles et la protection contre la violence, ainsi que des services de protection des enfants qui doivent tenir compte de la dimension de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes
- 143. Intensifier les mesures sociales pour aider les enfants qui ne sont pas scolarisés et promouvoir leurs droits
- 149. Continuer à travailler avec l'UNICEF et d'autres partenaires pour encourager la scolarisation des enfants et optimiser le potentiel de la génération suivante de Madagascar.

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|--|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Éducation fondement du développement humain | Inculquer aux apprenants les valeurs sociales et morales en tenant compte des valeurs traditionnelles positives et mettant en exergue la dignité humaine | Développement du patriotisme chez les jeunes | MEN MCA OSC Académie malagasy | | | | | |
| | Vulgarisation des outils disponibles sur l'éducation civique et citoyenne | Respect des biens publics et biens communs | | SNU | | | | |
| | Production des nouveaux outils sur l'éducation civique et citoyenne | Outils disponibles et suffisants | Tous les ministères Toute la communauté à l'échelle nationale | SNU | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|--|---|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Éducation fondement du développement humain | Renforcement des compétences des formateurs sur les droits humains | Enseignants formés, opérationnels, responsables et apprenants respectueux de soi et de son environnement | Tous les ministères Toute la communauté à l'échelle nationale, | SNU | | | | |
| | Sensibilisation des filles, des parents et de la communauté sur les pratiques traditionnelles néfastes et l'importance de l'éducation des filles | Baisse des filles victimes des pratiques néfastes (moletry, mariages précoces...) | Tous les ministères Toute la communauté à l'échelle nationale, | SNU | | | | |

12 -DROITS DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

- Mettre en œuvre la stratégie nationale sur les droits des personnes vivant avec handicap
- Résoudre la marginalisation dont souffrent les personnes avec handicap dans la société et spécialement les enfants et les filles dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et le droit fondamental d'accès aux bâtiments publics
- CDE 19 : Enfants handicapés

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|--------------------------------|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir, protéger et respecter le droit des personnes vulnérables notamment les personnes vivant avec un handicap | Traduction en malgache de tous les textes relatifs à la protection des personnes vivant avec un handicap | Nombre de textes traduits | MINJUS MPPSPF/CIMDPH MEN | SNU / UE / Handicap international | | | | |
| | Vulgarisation de la Convention sur le droit des personnes vivant avec handicap auprès : <ul style="list-style-type: none"> • des personnes vivant avec handicap • des écoles et universités • des communautés locales • de l'administration • des entreprises • Plateforme de la société civile pour l'enfant (PSCE) Au moyen d'ateliers IEC /CCC réalisés, d'émissions radio, télévisées, et communiqués de presse/brochures. | Nombre de textes diffusés Nombre d'ateliers IEC /CCC réalisés Nombre d'émissions radio, télévisées, et communiqués de presse/ brochures diffusés | MINJUS MPPSPF/CIMDPH MEN | SNU UE HI | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|--------------------------------|--------------------------------|-----------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir, protéger et respecter le droit des personnes vulnérables notamment les personnes vivant avec un handicap | Mise en conformité des textes réglementaires par rapport aux dispositions de la CIMDPH | Nombre de textes mis en conformité | MINJUS MPPSPF/CIMDPH MEN | HCDH | | | | |
| | Mise en place d'un organe de suivi de la mise en œuvre de l'application des dispositions de la convention (organe mixte composé de représentant des ministères et des OSC) | Organe de suivi mis en place (CIMDPH) Nombre de rapports publiés périodiquement | MPPSPF | SNU | | | | |
| | Élaboration d'un plan national d'inclusion du handicap | Plan élaboré et disponible | Tous les ministériels | CBM | | | | |
| | Communication à grande échelle sur le plan | Nombre de rapports de réunions disponibles | CIMDPH | SNU UE JICA GIZ UA | | | | |
| | mise en œuvre les divers axes définis dans le plan national | Rapports d'activités des départements ministériels concernés disponibles | CIMDPH | SNU UE JICA GIZ UA | | | | |
| | Élaboration d'un rapport de suivi | Rapports de suivi disponibles | CIMDPH | HCDH | | | | |
| | Promouvoir et protéger les droits des enfants handicapés pour leur inclusion sociale | Création des centres d'éveil ou de ludothèque pour tous les enfants des quartiers ou communes en vue d'un partage de joie et des expériences | Nombre de centres créés | MPPSPF | SNU EU HI | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|---|--|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Promouvoir et protéger les droits des enfants handicapés pour leur inclusion sociale | Mise en place d'une unité mobile en organisant des séances de sensibilisation pour les enfants (théâtre de marionnette, contes, dessins, ...) | Nombre de séances effectuées | MPPSPF | SNU EU HI | | | | |
| | Organisation des séances de sensibilisation pour la scolarisation des enfants handicapés | Nombre de séances organisées Nombres d'enfants handicapés scolarisés | MPPSPF MEN | SNU EU HI | | | | |
| | Formation/renforcement de capacités techniques et pédagogiques pour tous les centres abritant des enfants vulnérables (handicapés ou non) | Nombre de responsables des centres formés | MPPSPF PFPH(Plateforme des Fédérations des Personnes Handicapées) | Handicap International | | | | |
| | Réalisation des consultations médicales pour les enfants en situation difficile | Nombre d'enfants reçus pour consultation | MPPSPF MINSANP | CAM (Centre d'Appareillage de Madagascar) Les centres de réadaptation et de rééducation | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|------------------------------------|--|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Résoudre la marginalisation dont souffrent les personnes avec handicap dans la société et spécialement les enfants et les filles dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et le droit fondamental d'accès aux bâtiments publics | Application du plan type concernant les infrastructures scolaires primaires se préoccupant des enfants en situation de handicap (instaurer une rampe d'accès dans les salles de classe, faciliter l'accès aux toilettes) | Nombre d'infrastructures scolaires ayant appliqué le Plan type considérant la situation des enfants vivant avec handicap | MEN | UNICEF BIT JICA Aide et Action FID | | | | |
| Mettre en place et opérationnaliser l'institution effective de mise en œuvre de la CIDE | Désignation des membres et élaboration d'un règlement intérieur | Organe de mise en œuvre de la CIDE mis en place et opérationnel | Tous les ministères Universités | SNU UE Partenaires régionaux au niveau de l'Océan Indien et de l'Afrique | | | | |

13 - DROIT AU DÉVELOPPEMENT ET QUESTIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

A- DROIT AU DÉVELOPPEMENT

- EPU 130 et 131. Lutte contre la pauvreté, mise en place d'une stratégie nationale
- EPU 133 à 137. Intensifier la lutte contre la pauvreté
- EPU 159. Développement durable
- EPU 130-132. Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement
- EPU 130 et 131. Lutte contre la pauvreté, mise en place d'une stratégie nationale

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|--------------|------------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Mise en place du Plan national de Développement (PND) | Application du Plan de Mise en Œuvre (PMO) du PND | Rapport national du Suivi et Evaluation du PMO et PND | MEP | SNU UE USA BM | | | | |
| | Élaboration du Plan Régional de Développement (PRD) | Mise en œuvre du PRD | MEP | SNU UE USA | | | | |
| | Atelier de vulgarisation du PND | Nombres d'ateliers réalisés ou organisés | MEP | | | | | |
| | Élaboration du décret SNISE (Système National Intégré de Suivi et Evaluation) | Adoption du Décret SNISE | MEP | | | | | |
| Assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire | Maîtrise de l'inflation | Taux d'inflation annuelle (%) | MEP | | | | | |
| | Amélioration de la mobilisation des ressources internes | Taux de pression fiscale (en % du PIB) | MEP | | | | | |
| | Optimisation du financement du développement | Taux d'investissement brut (en % PIB) | MEP | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|---|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire | Renforcement de la gestion des dépenses publiques, de la trésorerie et de la dette de l'Etat | Flux d'IDE (en millions DTS) Déficit budgétaire (en % du PIB) | MEP | | | | | |
| | Facilitation de la transition de l'économie informelle | Service de la dette en % des exportations de biens et services Unités de production individuelles possédant un numéro statistique (%) | MEP | SNU/PNUD | | | | |
| Renforcer le système bancaire et financier | Régulation et supervision des services financiers | Taux d'intérêt de base stable Taux directeur adapté au contexte économique Réserves en devises (en mois d'importation) Variation du taux de change effectif réel (%) | MFB/ BCM | BM | | | | |
| | Amélioration de l'accès aux produits des services financiers | Taux de bancarisation de l'économie (en % de la population active) Taux d'accès à la mobile banking (%) Taux de pénétration de la microfinance (%) | | | | | | |

B – QUESTIONS RELATIVES à L'ENVIRONNEMENT

- Droit à un environnement sain,
 - Accès à l'eau potable, habitat décent, pleine jouissance sur leurs ressources,
 - Respect des valeurs et normes universellement reconnues
-
- R.S.3.1 : Poursuivre la mise en œuvre de la réforme foncière
 - R.S.3.1 : Soutenir les pratiques agro écologiques
 - R.S.3.1 : Améliorer le fonctionnement de la filière riz
 - R.S.3.1 : Promouvoir une stratégie de soutien des petits éleveurs
 - R.S.3.1 Renforcer la réglementation nationale de la pêche

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer l'accès à la terre | Consolidation sur le processus de la politique de sécurisation foncière | Politique élaborée | MEPPATE MID MPPSPF | SNU UE USA | | | | |
| | Mise en place d'une politique de priorisation sur la vocation des terres | Politique élaborée | MEPPATE | | | | | |
| | Facilitation des procédures d'acquisition de terrains à vocation productive | Procédures allégées | MEPPATE MID MPPSPF | | | | | |
| | Création des réserves foncières pour le reboisement | Réserves foncières augmentées | MEPPATE MID MPPSPF | | | | | |
| | Révision des lois relatives à la gestion foncière des grandes exploitations industrielles, minières, pétrolières et des carrières | Loi révisée | | MEPPATE | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|--|--|---------------------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer l'accès à la terre | Implication de la population dans les démarches d'octroi des exploitations de terre à grande échelle | Structure de gestion et de suivi opérationnelle | MEPPATE MID MPPSPF | | | | | |
| | Vulgarisation, information de la population | Textes traduits et vulgarisés | MEPPATE MID MPPSPF | | | | | |
| | Sensibilisation, appui et assistance de la population Pour les pratiques agro-écologiques Suivi | Séance de sensibilisation Structure d'appui et de suivi opérationnel Agricultures accompagnées | MEEF MEPPATE MPPSPF | SNU | | | | |
| Améliorer l'accès aux ressources naturelles | Ré organisation locale, régionale et nationale de la filière Riz | Filière riz organisée Plateforme riz redynamisé Technique de production améliorée | MCRI | SNU | | | | |
| | Vulgarisation des techniques de production rizicole (semences, matériels...) | Rendement amélioré | MIN.ELEVAGE MFB | SNU | | | | |
| | Répartition équitable de la production | Structure de commercialisation améliorée | MCC | | | | | |
| | Formation et renforcement de capacités ; Appui et accompagnement des petits éleveurs | Séances de formation Structure d'appui et de suivi opérationnelle | MIN ELEVAGE | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|--|---|---|---------------------------------------|------------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer l'accès aux ressources naturelles | Facilitation d'accès aux financements | IMF accessibles opérationnels | MFB | | | | | |
| | Suivi de l'application des réglementations nationales de la pêche | Structure de suivi opérationnelle | MPRH | SNU UE USA | | | | |
| | Vulgarisation et appui des activités génératrices de revenu en période de fermeture de pêche | Niveau de vie amélioré | MPRH | | | | | |
| Améliorer les conditions de vie | Application et suivi-évaluation de la mise en œuvre des programmes sociaux | Structure de suivi opérationnelle | GOUVERNEMENT | SNU | | | | |
| | Promotion des activités génératrices de revenus | Niveau de vie des ménages améliorée Taux de chômage réduit | MPPSPF MINFOPTLS MTP MEPPATE | SNU | | | | |
| | Favoriser les systèmes HIMO | Nombre de bénéficiaires de l'HIMO | MINFOPTLS | | | | | |
| | Élaboration de la politique nationale de lutte contre la pauvreté | Politique nationale élaborée | GOUVERNEMENT | SNU UE USA | | | | |
| | Mise en place des comités pluridisciplinaires pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie | Comités opérationnels | GOUVERNEMENT | | | | | |
| | Augmentation des financements dans les actions de lutte contre la pauvreté | Financements suffisants | GOUVERNEMENT | SNU UE USA | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|---|--|----------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Améliorer les conditions de vie | Renforcement de l'implication des parties prenantes (Administration, société civile, secteur privé) | Engagements des parties prenantes | GOUVERNEMENT | | | | | |
| | Sensibilisation sur les comportements et pratiques durables dans toutes les activités de production | Population sensibilisée | GOUVERNEMENT | SNU | | | | |
| | Application de la constitution sur la protection de la liberté culturelle et culturelle | Conformité à la constitution | MCA | | | | | |
| Améliorer l'accès à l'eau l'assainissement | Augmentation de la construction des bornes fontaines de proximité | Nombre de bornes fontaines et d'infrastructures mises en place Réduction des maladies hydriques | MEA MINSANP | SNU | | | | |
| | Augmentation des infrastructures d'adduction d'eau potable et d'assainissement | Nombre d'infrastructures d'adduction d'eau potable et d'assainissement construites | MEA | | | | | |
| | Mise à disposition des matériels, produits et pratiques pour améliorer la potabilité de l'eau | Matériels, produits et pratiques mis à disposition | MEA | | | | | |
| Redynamiser les CPSE | Intégration des nouvelles filières de formation adaptées aux localités d'implantation | Nombre de filières intégrées | MPPSPF | | | | | |
| | Renforcement de capacités des enseignants formateurs au sein des CPSE | Nombre d'enseignants formés | MPPSPF | | | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | INDICATEURS | RESPONSABLES | PARTENAIRES | CHRONOGRAMME | | | |
|---|--|--|--------------|-------------|--------------|----|----|----|
| | | | | | A1 | A2 | A3 | A4 |
| Redynamiser les CPSE | Renforcement de capacités d'accueil des CPSE (infrastructures, personnel) | -Nombre de séances de renforcement de capacités effectuées -Nombre de CPSE ayant obtenu un renforcement de capacité | MPPSPF | | | | | |
| | Dotation de matériels techniques et un budget de fonctionnement suffisant pour les CPSE | Nombre de matériels techniques dotés % de budget octroyé aux CPSE | MPPSPF | | | | | |
| Redynamiser les sites communautaires et le centre d'abri de nuit | Réhabilitation des infrastructures existantes | Statistiques des infrastructures réhabilitées | MPPSPF | | | | | |
| | Renforcement des capacités techniques des responsables des sites et centres | Nombre de responsables formés Nombre de séances organisées | MPPSPF | | | | | |
| | Élaboration d'un plan national pour la réinsertion des personnes vulnérables au processus de développement | Plan élaboré et disponible | MPPSPF | | | | | |